

Les
Coalitions de Producteurs
et l'Article 419 du Code Penal

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 31 Mai 1924, à 3 heures 1/2

PAR

REBUFFEL

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants : MM. RIST, HUGUENEY, Professeurs.

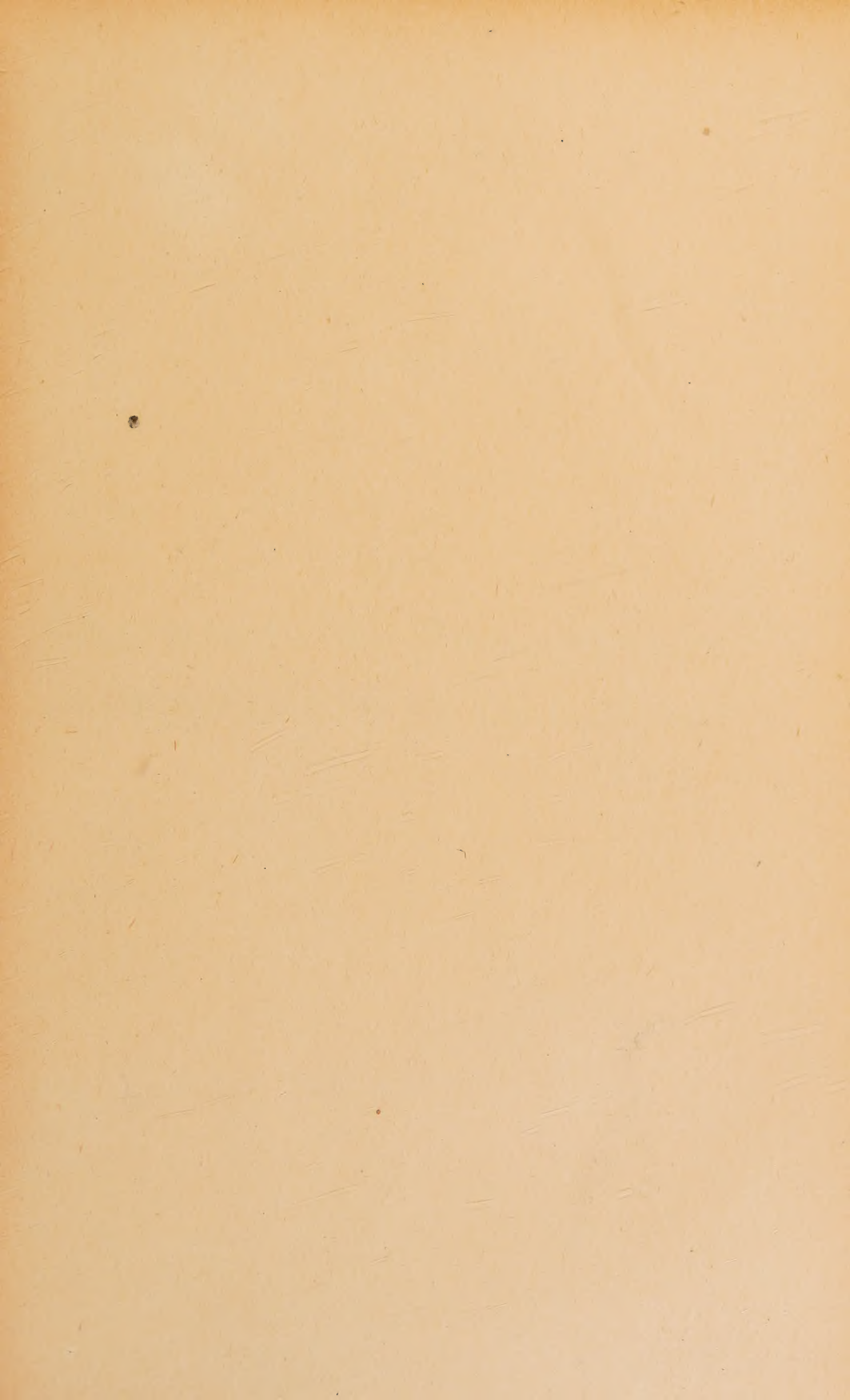
PARIS

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1924





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547526_0090

Les

**Coalitions de Producteurs
et l'Article 419 du Code Penal**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les
Coalitions de Producteurs
et l'Article 419 du Code Penal

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 31 Mai 1924, à 3 heures 1/2

PAR

REBUFFEL

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants : MM. RIST, HUGUENEY, Professeurs.

P A R I S

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1924

LES COALITIONS DE PRODUCTEURS

et

L'ARTICLE 419 DU CODE PENAL

INTRODUCTION

Le mouvement de concentration économique s'est accompli en deux grands stades : la transformation des entreprises individuelles en société, la réunion de ces dernières en syndicats.

Jusqu'au milieu du *xix*^e siècle environ la production s'accommoda du régime de l'entreprise individuelle. Sans doute il existait des sociétés ; l'idée de s'associer pour réaliser des bénéfices en commun est aussi vieille que le monde ; mais on ne connaissait guère, sous diverses formes, que des sociétés de personnes, c'est-à-dire des associations entre gens se connaissant et mettant en commun leurs capitaux et leur travail, leur fortune et leur honorabilité en vue d'un même effort et d'un même résultat. La Société par actions, où la personnalité des associés s'efface, n'avait été que l'exception. La situation se modifia profondément dans la seconde moitié du siècle dernier, sous l'influence de l'évolution économique générale. Les chemins de fer, les grandes entreprises industrielles, commerciales et financières, en naissant et en se développant, changèrent complètement les conditions de la vie

sociale. Pour ces vastes entreprises, il fallait des capitaux considérables que ne pouvaient procurer les formules d'autrefois et les associations de personnes précédemment en honneur. Les sociétés par actions, plus spécialement les sociétés anonymes, répondirent au nouveau besoin économique et permirent la constitution des capitaux assez puissants pour assurer la création et la marche des affaires importantes. La Société en nom collectif, la Société en commandite simple ne furent utilisables que pour des opérations minimales et des affaires sans envergure.

Or, l'évolution ne s'est pas arrêtée là. Les associations de capitaux se sont elles-mêmes concentrées suivant des formes économiques et juridiques qu'on peut désigner sous la dénomination générique de coalitions ou de syndicats de producteurs. Plusieurs causes ont concouru à cette nouvelle concentration : le souci de limiter la concurrence, celui de perfectionner les méthodes techniques et financières de la production, enfin le désir de la domination du marché et du monopole de fait.

Les résultats de la concurrence ne sont pas toujours bons ; ils sont même souvent mauvais et pour le producteur et pour le produit, c'est-à-dire pour le consommateur. D'où un besoin de groupement éprouvé par des entreprises qui ont substitué une collaboration plus ou moins étroite à une rivalité épuisante.

D'autre part, les producteurs ont pensé que plus la production est concentrée et plus les divers facteurs de celle-ci (capitaux, main-d'œuvre, agents naturels, etc.) se trouvent économisés : qu'en conséquence, on produit

la même quantité de richesses avec moins de frais, ou, ce qui revient au même, on produit davantage avec les mêmes frais ; qu'en même temps l'unité d'impulsion donnée à un certain nombre d'entreprises permet d'améliorer les conditions financières et techniques de leur fonctionnement.

Enfin, il faut tenir compte de l'esprit de domination qui anime une individualité ou un groupe cherchant à contrôler le plus d'entreprises qu'il est possible, à commander le marché, à imposer ses prix, à acquérir un monopole de fait. On voit ainsi se former, au-dessus même des nations, des sociétés colossales dont l'intégration n'est limitée que par les sources mêmes de production mondiale d'une matière déterminée ; nous visons ici les sociétés pétrolifères qui sont en tête de l'évolution contemporaine.

Poussée au point qu'elle atteint aujourd'hui, la concentration des forces productrices a éveillé du seul point de vue national, des craintes plus ou moins fondées. Certaines ont vu en elle, soit avec peur, soit avec espoir, une préparation du collectivisme, c'est-à-dire de la main mise de l'Etat sur toutes les branches de l'industrie. D'autres, on noté la formation, en face de l'Etat, de puissances économiques capables, par les moyens dont elles disposent, de contrarier ou d'annihiler la volonté du preneur.

L'examen de ces graves problèmes ne rentre pas dans le cadre de notre travail. Nous avons constaté l'existence de la loi de concentration croissante. L'organisation économique d'un pays ne saurait évidemment en faire abstraction. Il serait aussi vain et aussi néfaste aujourd'hui

de la méconnaître qu'il aurait été naguère vain et néfaste de nier la substitution nécessaire des associations de capitaux aux entreprises individuelles et aux sociétés formées en considération unique des personnes.

Avant la guerre, la France pays d'épargne et de petites fortunes, satisfaite de sa production, mais n'ayant pas de grandes ambitions ni de possibilités très considérables, n'avait que faiblement ressenti les effets de cette évolution (1) la tourmente de 1914-1918 a secoué les énergies. L'Etat français remplit sa mission.

D'une manière générale la guerre a eu pour effet d'accentuer dans la plupart des pays civilisés le mouvement de concentration industrielle. Presque partout car-

(1) Sans doute le mouvement de concentration industrielle se dessinait chez nous d'une manière de plus en plus accentuée. On voit successivement se constituer le syndicat des salines de l'Est (1863) le syndicat des commerçants en bois du nord, celui des fabricants d'Iodo de Bretagne (1869), le comptoir de Louwy pour les fontes brutes (1879), une série de comptoirs de spécialités métallurgiques (poutrelles, aciers, thermes, tôles, fers à T, etc.), la concentration a ensuite gagné de nombreuses industries ; les industries extractives, la quincaillerie, l'horlogerie, les fabriques de jouets, les filatures, les tissages, les produits chimiques, etc. Il convient de mentionner aussi les syndicats des raffineurs de sucre, l'un des plus puissants avant 1914, qui prenait des allures de trust et dominait le marché intérieur *lv Aftalion* Les cartels dans la région du Nord de la France dans *Revue économique internationale*, 1908, 1, 107 et mai 1911 ; Obrin : Le comptoir métallurgique de Longwuy, Thèse, 1908 ; Vignes : Le Bassin de Briey, 1913 ; Fontaine, etc., *Marché* : La concentration des entreprises, 1913.

Mais la concentration de l'industrie française était loin d'atteindre le même degré que celle de l'industrie allemande, non seulement les cartels avaient pris de l'autre côté du Rhin, un essor inouï, mais ils manifestaient une tendance fédérative très nette (Cf. Lescure :

tels et consortiums sont devenus des organismes officiels, fonctionnant, dans l'intérêt de la défense et du ravitaillement des nations, sans le contrôle direct de l'Etat. Au lendemain de la guerre, la concentration s'est encore développée. Si nous considérons particulièrement la production allemande, nous la voyons aujourd'hui contrôlée dans son ensemble par les organisations issues des cartels (2).

S'il est une vérité économique aujourd'hui certaine, c'est que l'économie matérielle ne peut prospérer que grâce au groupement des forces productives.

L'article 419 du Code pénal, élaboré sous un régime de petite industrie, à une époque où le marché était né-

L'évolution du cartel dans la grande industrie allemande, dans *Revue Economique politique*, mai 1906; Huret : Rhin et Westphalie, 1907; Raffalovitch : Les industries allemandes, *Economiste français*, 28 mars 1914; Hausser : Le rôle des cartels et du dumping dans l'exportation allemande, *Académie des Sciences morales et politiques*, 1916, 2, 431; Souchon : Les cartels de l'agriculture en Allemagne 1903, naturelle en demandant aux hommes d'affaires de s'entendre, sans son contrôle, durant le péril, en vue d'assurer une production stable et une répartition adéquate des objets de consommation. Cette politique a donné de si bons résultats qu'on s'est demandé, s'il ne serait pas opportun de la continuer en temps de paix.

(2) Les quatorze Konzern qui se partagent la Ruhr et portent les noms des Sociétés minières ou des chefs d'industries. Stinnes, Haniel, Krupp, Klockmer, Hoesch, etc., sont groupés dans le syndicat rhénan; Westphalie, les Konzern proviennent elles-mêmes généralement soit d'une simple concentration de capitaux aux mains d'industriels puissants, soit de communautés d'intérêts formées pour établir entre les entreprises associées une unité de direction économique tout en sauvegardant leur indépendance financière (v. *Le Temps*, 16, décembre, 1922).

cessairement étroit par la lenteur et la difficulté des communications, où les Sociétés commerciales conservaient encore leurs formes primitives, où les valeurs mobilières étaient encore à peu près inconnues, a prévu et réprimé le délit de coalition de producteurs. La persistance de ce délit dans notre législation, n'est-ce pas la négation même du groupement des forces productives ?

Si telle est la portée de l'article 419 — et nous l'établirons d'abord en étudiant ce texte. — Si la répression générale du syndicat de producteurs est un anachronisme dangereux, si la liberté de ce syndicat est la seule solution conforme au milieu économique contemporain — et nous le montrerons ensuite — il reste à déterminer la formule permettant d'éviter les abus possibles et de donner aux coalitions un statut approprié aux intérêts généraux.

CHAPITRE PREMIER

*Son interprétation. — Ses conséquences économiques
Ses origines.*

L'article 419 est ainsi conçu :

1° Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, sur des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui sur des voies ou moyens frauduleux quelconques, aurait opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, serait punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500 francs à 10.000 francs. Ces peines sont élevées par l'article 420 dans le cas où les manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson, l'emprisonnement est alors de deux mois au moins et de deux ans au plus et l'amende de 1.000 francs à 20.000 francs.

On ne saurait nier que l'article 419 est le résultat de circonstances et d'inquiétudes économiques depuis long-

temps disparues. Lorsque fut élaboré le Code pénal on avait encore le souvenir cruel des fermiers des dernières années du règne de Louis XV, des disettes de l'époque révolutionnaire. En 1810 on se rappelait encore le décret du 26-28 août 1793 qui punissait de mort les accapareurs, l'accumulation des graines et de denrées de première nécessité, que les spéculateurs laissaient pourrir sur place plutôt que de les vendre (1). L'article 419 a été inspiré par les phénomènes et les préoccupations d'une époque où l'économie était encore régionale, où il suffisait, en l'absence de communications faciles, de l'entente de trois gros négociants en grains pour plonger toute une région dans la disette.

Vous savez, disait Louvet, rapporteur au corps législatif (2) combien les accaparements, les jeux à la hausse et à la baisse, dangereux dans le temps, le sont et peuvent le devenir particulièrement au milieu de circonstances données. Eh bien les manœuvres de la cupidité ne sont pas oubliées par le projet : Et le conseiller d'Etat, De-france, disait de son côté « Elles n'ont pas non plus échappé à la prévoyance du Code ces manœuvres coupables qu'employaient les spéculateurs avides et de mauvaise foi pour opérer la hausse ou la baisse des prix des denrées, ou des marchandises ou des papiers publics » (3).

(1) Est puni de mort, portait le décret, l'action de dérober à la circulation des marchandises ou des denrées de première nécessité en les tenant enfermées dans un lieu quelconque, sans les mettre en vente journellement et publiquement ou en les laissant gâter volontairement.

(2) Travaux préparatoires, terme, XXXI, 153.

(3) *Ibid.*

Combien la disposition de l'article 419 apparaît dès l'abord désuète à notre époque où l'économie, devenue nationale et internationale, n'est en grande partie que coalitions de producteurs. Malgré leur origine, les articles 419 et 420 ne visent pas simplement les coalitions et en leur objet est plus large et consiste à protéger la loi de l'offre et de la demande. Peu importe, pour les cas autres que l'entente entre les principaux détenteurs, qu'il s'agisse d'une action individuelle ou d'une action concertée.

La loi de l'offre et de la demande, que le texte entend faire respecter, n'est pas et ne pouvait pas être définie par le législateur. Mais il ne faut pas confondre cette loi avec l'expression qu'elle peut recevoir dans les cotes même des prix, celles-ci peuvent être influencées elles-mêmes par l'accaparement ou par l'un des moyens visés par l'article 419.

D'autre part, le texte ne fait pas allusion à l'organisation des bourses de marchandises ou de valeurs. Il n'a pas pour objet d'obliger les détenteurs de porter à la Bourse les denrées, marchandises ou valeurs. Sans doute, il est exact que, plus est grand le nombre d'offres et de demandes qui se rencontrent dans un lieu déterminé, plus facilement s'établit un équilibre dégagé de toute influence. Mais l'objectif immédiat de l'article 419 n'est pas de provoquer l'affluence des ordres à la Bourse ni d'assurer le respect de l'organisation officielle de la Bourse. Il se place à un point de vue plus large. Qu'il s'agisse de transactions faites à la Bourse ou ailleurs, qu'il s'agisse d'opérations portant sur des titres publics, cotés en bourse, ou portant sur une denrée consommée dans une

commune, les procédés énumérés par le texte sont susceptibles de modifier immédiatement, dans le sens de la hausse ou de la baisse, le prix courant : ces modifications, lorsqu'elles se réalisent dans les conditions prévues par l'article 419, tombent sous le coup de ces dispositions.

La commission extra parlementaire nommée le 22 septembre 1910 en vue d'étudier les moyens d'améliorer le fonctionnement des Bourses de commerce (4) avait proposé de modifier le texte de l'article 419 et de le remplacer par le suivant :

Tous ceux qui par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs, tendant à ne pas vendre ou à ne vendre qu'à un certain prix ou qui par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aurait opéré la hausse ou la baisse du prix des papiers et effets publics au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre, serait punis d'un emprisonnement d'un mois au moins d'un an au plus, d'une amende de 500 francs à 10.000 francs.

La portée du nouveau texte proposé était indiquée par les passages suivants de son exposé des motifs :

1° Il a paru utile, pour la parfaite clarté des dispositions nouvelles, de distinguer nettement la répression des opérations délictueuses faites sur des papiers ou effets pu-

(4) Rapport général, procès-verbal des séances et annexes, 25 janvier 1912 : Tchernoff : Traité de droit pénal financier tome premier, 1920, I ; 456-457. ½

blics, et celles des opérations faites sur marchandises ou denrées. L'article 419 ne viserait que les premières. Il ne serait rien changé à son texte actuel, sauf les quelques suppressions indispensables pour en retirer ce qui vise actuellement les opérations sur marchandises et pour faire disparaître également la mention relative à la surveillance de la haute police. Les opérations illicites sur denrées ou marchandises seraient toutes prévues et punies sur le nouvel article 420.

2° La spéculation non justifiée est reconnue punissable même si elle est faite par une seule personne ou par une société ou par une association.

3° Le texte proposé que la spéculation non justifiée sera punissable même en dehors de l'emploi de tous effectifs sur les cours.

4° Enfin ce texte prévoit que, dans certaines circonstances, la spéculation même si elle a une action sur les cours des marchandises, cesse d'être punissable. Cette disposition a pour but de résumer la légitimité d'opérations que l'un a toujours été d'accord pour laisser en dehors toute répression. Mais en même temps on a pris soin de préciser le caractère professionnel que doivent avoir ces opérations, le rapport étroit et nécessaire qu'elles doivent conserver avec une entreprise industrielle, afin d'éviter que, pour échapper à la répression, il ne suffise pas de se rendre acquéreur d'un établissement sans importance à l'abri duquel se trouverait la liberté de spéculations indéfinies.

L'article 419 est demeuré tel qu'il avait été rédigé en 1810.

Les éléments constitutifs du délit qu'il prescrit et qu'on nomme communément l'accaparement, sont au nombre de trois :

1° Le fait d'une coalition entre les principaux détenteurs de la marchandise ;

2° Le fait constaté d'une hausse ou d'une baisse factice, résultat direct et immédiat de cette coalition ;

3° Une coalition de producteurs dirigée contre les consommateurs, l'article 419 n'atteint certainement pas la coalition inverse formée entre consommateurs qui s'engageraient à ne plus faire usage d'une marchandise déterminée jusqu'à ce que le prix en ait été abaissé (5).

Il s'en faut de beaucoup, dit M. Pic (6), que ces conditions puissent être réunies en fait dans tout syndicat des producteurs ou détenteurs, soit de matières premières, soit de produits fabriqués, et à ce point de vue il est évident que, le texte restant le même, les conditions d'existence du délit de coalition ou accaparement ne soit complètement transformées par suite de l'évolution économique du XIX^e siècle. Etant données les conditions actuelles des transports et des marchés internationaux, le

(5) Les coalitions des consommateurs sont des mesures de défense absolument légitimes, surtout lorsqu'elles sont employées à l'encontre des sociétés concessionnaires d'eau et de gaz, par exemple, qui abuseraient de leur monopole. Une forte organisation des consommateurs pourrait être un moyen efficace de lutte égale contre les accapareurs de denrées de première nécessité et remédier à la vie chère plus sûrement peut être que les lois répressives (Pic). *Législation industrielle*, n° 570, Gides, 1-297 Bellom. La lutte contre la vie chère par l'initiative des consommateurs, dans *l'Economiste Français*, 1917, 235.

(6) *Législation industrielle*, 1922, n° 564.

résultat qualifié de délictueux par la loi ne saurait en général être obtenu du moins lorsqu'il s'agit de marchandises telles que les blés et farines, la laine, le pétrole, le cuivre, la houille, etc., dont les lieux de production sont nombreux, disséminés et les stocks énormes que par des syndicats internationaux, englobant ou s'efforçant d'englober la production mondiale. Il n'est cependant plus impossible que, grâce aux barrières douanières, un syndicat sinon régional tout au moins national, puisse se former pour l'accaparement momentané des blés, houille, etc., et, en ce cas, si l'intention de fausser les cours par l'accumulation, matérielle ou fictive, des stocks aux mains des syndiqués est établie, s'il est prouvé également que le résultat cherché a été atteint, les meneurs du syndicat pourront être poursuivis. Rares, sont en fait les poursuites de ce genre.

En dehors même de toute intervention de droits producteurs, la formation d'un syndicat d'accaparement purement national ou même régional peut se concevoir en ce qui concerne certains produits localisés : à une région déterminée : Ainsi s'expliquent certaines décisions judiciaires relatives à l'accaparement des eaux minérales, mais c'est là une hypothèse exceptionnelle.

C'est aussi par voie de syndicat international qu'une action directe peut être exercée sur les cours des matières (diamant) dont les lieux de production sont très limités, mais disséminés néanmoins sur le territoire de plusieurs Etats. Mais un tel syndicat ne pourrait guère être frappé qu'au lieu d'extraction : Aussi la France, observe encore

M. Pic (7) peut-elle être considérée comme désarmée vis-à-vis de la plupart de ces trusts internationaux, tels par exemple que la de Beers Cie (diamant). L'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations autorise bien la dissolution par décret des associations composées en majeure partie d'étrangers et de celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, dont les agissements seraient de nature à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, mais il est aisé de comprendre qu'une mesure administrative de ce genre, prise au regard d'un syndicat international puissant, maître des cours et des stocks, risquerait fort de n'être qu'une manifestation platonique.

En ce qui concerne les produits fabriqués, la variabilité des conditions de la production, et, d'autre part, le développement des droits protecteurs ou compensateurs, ont permis le développement des cartels ou des trusts avec un caractère national. Le juge, pour savoir si ses syndicats tombent ou non sous le coup de la loi française, doit s'attacher beaucoup moins à la forme extérieure qu'ils revêtent qu'au but réel poursuivi (8). S'il convient d'appliquer l'article 419 aux syndicats d'accaparement ou de spéculation pure ayant pour but immédiat d'agir sur les cours par l'accumulateur, réelle ou fictive, des stocks, s'il convient aussi du moins dans une opinion, de frapper les syndicats de monopolisation, il ne faut pas inquiéter

(7) Loi, art. 565.

(8) L'accaparement, dit M. Laur, n'est pas une forme donnée d'association, c'est un état d'esprit commercial (Laur, de l'accaparement, p. 27, 1.

ceux qui se proposent essentiellement de régulariser les prix, de résister à la concurrence étrangère, et de créer, entre les adhérents, suivant la formule de Thesse, une sorte d'assurance mutuelle contre les risques d'instabilité des cours (9).

Ces considérations peuvent constituer les règles générales d'une interprétation raisonnable de l'article 419. Si l'on cherche à dessiner la physionomie de la jurisprudence relative à ce texte, on voit que celle-ci s'est montrée souvent très hésitante. Sans doute on peut dire que l'idée directrice des tribunaux a été l'hostilité à la concurrence illimitée à la guerre des tarifs (10). Mais l'application de ce principe aux faits a suscité de grosses difficultés. On se rappelle l'affaire du syndicat des cuivres dans laquelle la Cour de Paris rendit à trois mois d'intervalle des arrêts de tendance opposée. Le syndicat secrétant s'était constitué pour racheter la majorité des actions dans les entreprises cuprifères contrôler ces entreprises et ramener ainsi le marché des cuivres à Paris ; objectif économique et national. Après la faillite de ce syndicat et celle de la banque qui le soutenait, les tribunaux eurent à statuer notamment sur la question suivante : un syndicat peut-il, sans encourir l'application de l'article 419, provoquer par ses achats la hausse d'une matière déterminée, alors que son but avoué est d'avoir été entre ses mains et de contrôler la production d'une matière indispensable à la vie des nations ? Le 5 août 1890, la Cour de Paris répondait que

(9) Berceron : *Annales de droit commercial*, 1897, p. 280, Pic, loi titre n° 566.

(10) Berceron : loi titre n° 271.

le syndicat secrétant ne tombait pas sous le coup de la loi pénale par ce qu'on n'apportait pas la preuve formelle que celui-ci avait pris l'engagement de ne pas vendre ou de ne vendre qu'à des prix déterminés. Mais, le 18 décembre de la même année, la même Cour décidait que « bien qu'on ne rapportait pas la preuve précise d'un engagement de ne vendre qu'à un certain prix et que pour ce motif l'article 419 fut inapplicable, il n'en ressortait pas moins des faits de la cause que la convention dans son ensemble était contraire à l'ordre public. »

On a observé que si l'on exerçait les poursuites dans toutes les hypothèses où il n'y aurait pas un engagement positif pris par les coalisés de ne pas vendre au-dessous d'un certain prix, l'application de l'article 419 serait impossible, la preuve directe de ces sortes d'engagements ne pouvant être que bien rarement fournie surtout dans les syndicats de spéculation pure (11).

Aussi bien que la jurisprudence semble-t-elle dans un certain nombre d'arrêts postérieurs, s'être arrêtée à une interprétation plus rigoureuse et plus nette que M. Pic (12) résume dans la formule synthétique suivante : « Pour savoir si un syndicat quelle qu'en soit la dénomination ou la forme extérieure, tombe ou non sous le coup de la loi, le juge doit avant tout déterminer son *objectif* réel, ainsi que les *résultats* obtenus par la coalition incriminée. Il ne suffit donc, pour établir le délit : ni d'un

(11) Voir sur la question : Thaller ; les questions de droit nées de la liquidation du comptoir d'escompte ; Annales de droit commercial 1892-2-1 Garsan, Code pénal annoté art. 419 et suivants.

(12) Loi tit. ; n° 568.

accord entre producteurs pour la fixation d'un tarif commun, l'établissement rentrant dans les attributions normales des syndicats reconnus par la loi de 1884, ni même d'une entente en vue de la répartition des commandes, et de la régularisation (sinon de la limitation) de la production pour certains articles voir même de la vente centralisée aux mains d'un intermédiaire commun (commissionnaire ou comptoir de vente). Il faut, de plus, que l'objectif avéré de l'accord ait été de monopoliser la fabrication, dans une certaine mesure tout au moins, aux mains des coalisés, et que cette tentative de monopolisation ait eu pour résultats de fausser les prix. Ce caractère délictueux de l'entente s'établira, soit à l'aide des statuts eux-mêmes si l'accord a eu pour résultat la formation d'une société, soit, à défaut d'une preuve directe, par un ensemble des présomptions abandonnées à l'appréciation du juge et dont les principales sont : Les procédés de concurrence déloyale employés au regard des maisons dissidentes, la comparaison entre les cours moyens antérieurs à la formation du syndicat et les cours postérieurs, le nombre et l'importance des maisons syndiquées.

Si nous jetons un regard rapide sur les décisions judiciaires, nous voyons que la jurisprudence a toujours considéré les fusions de sociétés comme échappant à l'article 419. La Cour de cassation, dans son arrêt du 25 janvier 1838, s'est exprimée très clairement au sujet de ces opérations. « La cour royale de Toulouse, a-t-elle dit, en décidant que les mebmres d'une société commerciale qui réunissaient leurs capitaux ou leurs industries ne pouvaient se rendre coupables de coalition, n'a point violé

l'article 419 ; une coalition ne peut, en effet, se former qu'entre plusieurs personnes, et une société commerciale ne forme également, quel que soit le nombre de ses membres qui la composent, qu'une seule personne morale (13). Cette solution est juridiquement incontestable.

Le texte vise une coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ; or, quand une fusion s'est produite, la nouvelle entreprise qui en résulte ne constitue qu'une seule personnalité morale. Aussi A-t-on vu des groupements, qui auraient pu vivre et atteindre leur but a umoyen d'ententes, préférer fusionner et bénéficier de la tranquillité découlant du principe posé par la Cour suprême en 1838, au lieu de demeurer dans une incertitude continuelle et plus ou moins paralysante ; tous les efforts de la législation, écrit à ce sujet M. A. Raffolovitch (14) ont été stériles ou préjudiciables. Il en est sorti d'interminables et coûteux procès. En exposant à des poursuites les groupements de firmes indépendantes, ils ont abouti à des fusions complètes. Ils ont incité au secret des opérations qui étaient moins dangereuses au grand jour ».

La jurisprudence a également considéré que les syndicats financiers ne tombent pas sous le coup de l'ar-

(13) Dalloz 1838, 1-441 ; *Revue des Sociétés*, 1891, p. 70. Amiaud *op. cit.*, p. 176. Rerceron *op. cit.*, p. 282 et note au Sirey, 1903, Reine et la Cour de Bruxelles, le 29 mai 1877, se sont prononcées en sens contraire (arrêts rapportés par Rerceron, *op. cit.*, p. 281, note 3.

(14) *Economiste Français*, 1919, 2-260.

ticle 419 (15). Sans doute le rôle de ces organismes, par-

Belge 1878 1. 395 : Dans le même sens Garraud n° 455, Gardon art. 419 n° 73, Villey note au Sirey 1886 2. 241. Amiaud *op. cit.* 203 Centra Cass. crim. 9 décembre 1836, D. 1837, 1. 20.

fois régulateur, est la plupart du temps dirigé vers la seule spéculation. Mais cette spéculation même peut être envisagée comme absolument indispensable à la vie sociétai-
re, tant pour diriger les courants financiers que pour stimuler le marché (16).

Les difficultés ont été plus vives en ce qui concerne les simples ententes. Sans doute, elles ont été considérées comme passibles de l'article 419 lorsque leur but unique a été de provoquer la hausse ou la baisse sur l'une des branches du marché. Mais le problème a été plus complexe pour les cartels et comptoirs de vente formés par les membres de syndicats formellement reconnus par la loi de 1884. En ce qui concerne les cartels, les tribunaux ont à décider en fait si les opérations accomplies sont constitutives de manœuvres de hausse ou de baisse artificielle des prix ; mais les ententes ne peuvent être l'objet de poursuites que si elles ont formé entre les principaux détenteurs d'une même marchandise, leur défense se trouve par là-même singulièrement facilitée.

Les comptoirs de vente, organisme commun des industries cartellisées, formule particulièrement ingénieuse

(15) En ce sens : Cassation, Chambre criminelle, 30 juillet 1885, D. 85. 1. 514 Paris, 17 mars 1887, D. 1888 2. 241, Cassation Belgique 24 juin 1878.

(16) Raymond Michel : Le contrôle économique des Sociétés, Paris, 1923, f. 162.

d'entente, ont été vivement critiqués (17), quelques précisions sur l'économie et l'activité de ces organes ne seraient pas inutiles. Attachons-nous à l'industrie métallurgique qui leur a surtout donné naissance.

Le mécanisme des comptoirs de vente dans la métallurgie est le suivant. Le comptoir s'engage à acheter aux entreprises syndiquées une production maxima déterminée d'un prix déterminé : cette production est destinée à alimenter le marché national, et les exploitants n'ont plus à craindre la concurrence illimitée de leurs rivaux, les fluctuations trop importantes du marché commercial, la ruine par la baisse continue des prix. D'ailleurs, la production des industriels n'est pas continue dans des bornes absolument rigoureuses, puisqu'il est d'ordinaire convenu que ces industriels gardent la faculté d'exporter à leur gré le surplus de leur production.

Les contractants abdiquent leur autonomie dans le domaine commercial, et encore sur le marché national seulement elle subsiste entière dans le commerce industriel.

Le comptoir de vente fait tous les trois mois des prévisions pour le chiffre des livraisons qu'il aura à effectuer. Si le chiffre total des commandes est inférieur à la production totale des adhérents, le comptoir décide que chaque entreprise ne devra lui livrer qu'un pourcentage du quantum qui lui est reconnu statutairement (18).

(17) Les discussions à la Chambre des Députés sur le comptoir de Longwy ; *Journ. Off. Chambre*, mars 1901.

(18) Gabriel Girault : *Le Comité des Forges de France*, p. 39.

Cela ne signifie aucunement, écrit M. de Rousiers(19), que ces entreprises devront réduire d'autant leur production. Elles conservent à cet égard leur entière liberté. La décision du comptoir marque simplement que les hauts fourneaux adhérents ne doivent compter écouler sur le marché national qu'une quantité de fonte déterminée. Mais leurs propriétaires peuvent exporter sur des marchés étrangers toute la fonte qu'il leur plaira. Ils peuvent ainsi transformer, en France même, n'importe quelle quantité de fonte en fer ou en acier. L'article 26 des statuts est formel à cet égard. Il permet même à des exploitants individuels d'usines de transformation de prélever la fonte nécessaire à l'alimentation de ces usines sur la production de hauts-fourneaux qu'ils possèdent collectivement. Toute la fonte que les producteurs écoulent à l'étranger et toute celle dont ils opèrent eux-mêmes n'entre pas en ligne de compte.

Au sujet des comptoirs de vnte, deux questions se posaient ; celle de savoir s'ils constituent de véritables sociétés, celle de savoir si, malgré la personnalité morale de l'être social, ils peuvent être poursuivis en raison des opérations collectives de leurs nombres. Sur les deux points, la jurisprudence a répondu affirmativement (20).

Les explications précédentes étaient nécessaires pour faire apparaître les conséquences économiques de la disposition édictée en 1810 à une époque où notre législateur

(19) L'Organisation commerciale de la sidérurgie française, p. 511.

(20) V. notamment : Par. 14 janvier 1902, 15 décembre 1904 ; Cassation 11 février 1879.

pénal ne pouvait soupçonner l'importance du futur mouvement de concentration industrielle, le mouvement s'étant accompli, nul ne pourrait nier les dangers de l'article 419 dans notre économie présente.

Malgré la plus large interprétation qui puisse être donnée à l'article 419, il n'en est pas moins vrai que la coalition seule peut être assimilée à un moyen frauduleux d'opérer la hausse ou la baisse sans avoir besoin d'être déclarée telle, par exemple dans le cas où elle n'a eu d'autre mobile que l'intention de mettre un terme à des manœuvres déloyales, nuisibles à la concurrence naturelle du commerce.

Malgré l'esprit large de la jurisprudence, il est toujours possible à des groupements industriels de tomber sous le coup de l'article 419, même s'ils ne s'unissent que pour n'être par eux-mêmes écrasés par une concurrence étrangère pour régler leur production sur les besoins de la consommation et pour préserver l'industrie nationale des crises de surproduction qui amènent, avec l'avilissement des prix et l'accumulation des stocks, l'avilissement des salaires et le chômage des ouvriers. Il résulte des faits observés que l'industrie tend de plus en plus à concentrer ses forces pour régler sa production, répartir les commandes, économiser l'outillage et les frais, et cela pour le plus grand bien d'abord du travailleur qui y trouve aide et protection, ensuite du consommateur qui n'a plus à subir l'irrégularité excessive des prix. Or, l'article 419 demeure à ce point de vue un obstacle sérieux qu'il est de toute nécessité de supprimer.

Suivant quelle formule va-t-on remplacer l'article 419.

Il faut que celle-ci donne toute l'attitude aux groupements qui méritent d'être favorisés, et prévoie des sanctions sérieuses contre ceux dont le but effectif est malhonnête et les agissements répréhensibles. Mais est-il nécessaire pour cela de maintenir un texte duquel il résulte que la coalition est à elle seule un délit parce qu'elle peut être assimilée à un moyen frauduleux d'opérer la hausse ou la baisse ? Nullement, bien au contraire, et tout notre travail s'efforcera de le montrer. La coalition, nécessité économique, doit être libre. Comment concilier cette liberté avec la préoccupation d'assurer, dans la mesure possible, le jeu de la loi de l'offre et de la demande ? C'est le nœud même du problème qui nous retient.

CHAPITRE DEUXIEME

LA QUESTION DE LA REPRESSION OU DE LA LIBERTE DES COALITIONS DE PRODUCTEURS

I

Classification des syndicats

On distingue la plupart du temps trois catégories de syndicats de producteurs : les *corners*, les *cartels* et les *trusts*.

Les *corners* sont des coalitions éphémères de spéculateurs en vue d'accaparer un produit brut ou manufacturé et de provoquer une hausse artificielle des cours par la raréfaction du produit sur le marché. A la faveur de cette hausse fictive, le *corner* écoule aussi rapidement que possible le stock accumulé par ses agents et correspondants sur les principaux marchés, puis se dissout (1). La plupart des *corners* se sont constitués pour l'accaparement

(1) Pic : *Législation industrielle*, 192, pp. 364. Babled : *Les Syndicats de producteurs et de détenteurs de marchandises*, 1892, pp. 83 et suiv. Martin Saint-Léon : *Cartels et trusts*, p. 245.

des matières premières à l'alimentation ou à l'industrie ou de certains produits fabriqués se prêtant à la spéculation.

Le cartel est un accord permanent entre industriels fabriquant le même produit en vue de prévenir la surproduction et l'avilissement des cours. Les combinaisons les plus usuelles employées dans ce but sont : la fixation d'un prix commun ou minimum, tout au moins pour la vente à l'intérieur, la répartition des débouchés, la répartition des commandes, la réglementation de la production et, d'ordinaire, la création d'un organisme commun (Comité directeur, comptoir de vente, etc.) destiné à faciliter et à régler l'écoulement des produits des usines syndiquées.

Dans le cartel, chaque adhérent conserve, sinon son indépendance, du moins son individualité, il se soumet seulement, dans une certaine mesure, aux directives et à l'impulsion d'un Comité de direction. Au contraire, les trusts, syndicats d'origine américaine, mais qui tendent à s'acclimater en Europe, sont fortement centralisés. Les maisons adhérentes sont absorbées dans un organisme unique, sorte de société éanonyme formée par la fusion des firmes concurrentes. Les contractants abdiquent toute autonomie dans le domaine commercial et industriel.

La centralisation a été de plus en plus forte dans les trusts. A l'origine, ceux-ci se constituèrent au moyen d'un dédoublement du droit de l'actionnaire en deux droits distincts ; droit de prendre part aux assemblées générales délégué aux trusts qui acquéraient ainsi la maîtrise de toutes les sociétés syndiquées, dont ils désignaient à leur gré les administrateurs tout en respectant en appa-

rence l'autonomie de chacune d'elles (2). Cette apparente autonomie en arriva à disparaître elle-même, en vue d'échapper aux lois prohibitives les grands trusts, en effet, se sont transformés et constitués, soit par une fusion ostensible ou une vaste société anonyme de toutes les sociétés concurrentes, soit par l'ingénieux procédé du *Lolding trust*. Cette dernière combinaison consiste à acquérir la majorité au moins des actions dans chacune des entreprises entrant dans le trust ; les sociétés syndiquées ne fusionnent pas, mais leurs directeurs et administrateurs respectifs ne sont que des hommes de paille du trust (3).

Quant à ses effets économiques, le trust, grâce à son unité d'action sans cesse tenu au courant de la demande, donne plus de régularité à la production, aussi les défenseurs des trusts en ont-ils parfois tiré argument pour prétendre que comme organe de production les trusts représentaient la même supériorité sur les sociétés capitalistes modernes mais indépendantes que celles-ci sur l'artisan isolé de l'ancien régime.

Quelle a été l'attitude des économistes à l'égard des diverses catégories de coalitions de producteurs ? Leurs opinions, classées par gradation ascendante vers la liberté, peuvent être condensées en trois thèses principales :

(2) Babled : Les Syndicats de producteurs et détenteurs de marchandises, pp. 53 et suiv. Brouilhet : Essai sur les ententes industrielles et commerciales, pp. 60 et suiv. Rerceron : Annales de droit commercial, janvier 1897, p. 296.

(3) Martin Saint-Léon : Cartels et trusts, pp. 131 et suiv. Brouilhet : Concentration industrielle dans questions pratiques, 1904, 161. Pic : Législation industrielle, n° 557.

1° Celle de la répression de toutes les coalitions de producteurs ;

2° Celle qui établit une distinction entre les coalitions ;

3° Celle du libéralisme absolu.

II

Thèse de la répression absolue

La condamnation de tout syndicat de producteurs au nom du bienfait et de la nécessité de la concurrence est une thèse trop vieille pour que nous y insistions beaucoup. Il ne viendra, croyons-nous, à l'esprit d'aucun contemporain la tentation de combattre l'idée même qui a présidé à la formation des syndicats en faisant valoir la futilité ou l'utilité de la concurrence vitale et de la sélection naturelle.

La concurrence a de mauvaises conséquences. L'industriel, le commerçant, victime d'une concurrence acharnée, est découragé. Un prix très réduit peut seul assurer l'écoulement de ses produits. Il cherche donc à vendre bon marché, et cela devient son but unique ; il n'augmente pas ses frais généraux, il réduit son personnel, il fait des économies sur des points parfois très importants ; il conserve un vieil outillage et de vieilles méthodes.

La concurrence pousse sa victime à des actes repré-

hensibles. La qualité du produit est diminuée. La fraude entre en jeu. Les prix sont réduits à un tel point que si l'on évalue toutes les matières premières qui entrent dans la composition du produit, on arrive à une somme supérieure à celle de son prix de vente. Et, dans cette analyse, on ne tient pas compte d'autres éléments importants tels que les salaires des ouvriers, l'amortissement des machines, les frais d'entretien, les contributions, les assurances, les risques de malfaçon, et, généralement, tous les frais généraux que doit supporter l'industrie. Où le producteur trouve-t-il son bénéfice ? Evidemment, il ne travaille pas à perte. Il faut donc que les matières premières qui composent l'objet fabriqué soient falsifiées.

Si le produit fabriqué ne prête pas à la fraude, le chef d'entreprise tire sur bénéfice du taux extrêmement réduit des salaires. Le sweating system est une conséquence certaine de la lutte sans merci que se livrent entre eux les concurrents.

Le syndicat moralise les industries en donnant à ses adhérents un prix raisonnable qui permet d'être et de rester honnête. Il assure un bénéfice suffisant pour que l'on ne soit pas tenté de le chercher dans la fraude du produit ou dans l'abaissement des salaires.

Le syndicat crée entre ses membres une émulation qui fait porter la concurrence non plus sur le prix, mais sur la qualité du produit. Tous vendant aux mêmes conditions, la clientèle s'adresse de préférence à ceux qui sont mieux et qui fournissent un produit meilleur. Le syndicat déplace heureusement la concurrence. Ses effets sont donc excellents.

Même rajeunie et présentée sous un nouvel aspect, la thèse de la condamnation absolue de toute coalition de producteurs ne peut plus aujourd'hui séduire personne, on a voulu présenter ces coalitions comme des formes neuves d'accaparement, mais beaucoup plus dangereuses pour l'ordre social que les anciennes. Comment a-t-on dû nier le péril de ces immenses syndicats qui cherchent à influencer les cours des marchandises, tels qu'ils seraient fixés par le libre jeu de la concurrence, qui se rendent maîtres du marché sur toutes les places du monde, détiennent les objets de première nécessité, peuvent inonder un pays de leurs produits, fixent les prix à leur gré et, ruinant les entreprises rivales, accumulent d'énormes capitaux ?

Cette réprobation en bloc des syndicats apparaît bien vaine en face des faits récriminés. On ne peut pas plus supprimer les lois économiques que les lois naturelles qui en sont en quelque sorte l'expression. Or, la réalité, c'est la concentration économique, c'est la nécessité actuelle du groupement pour l'application des méthodes techniques et commerciales propres à assurer le succès dans la concurrence avec l'étranger. Qu'on réprime donc l'accaparement. Mais qu'on ne condamne pas, en principe, la constitution des ententes industrielles et commerciales. C'est une chose que l'accaparement, c'est une autre que le groupement des forces productives.

On créerait une fâcheuse confusion dans les idées si l'on prétendait tirer argument contre les coalitions de producteurs des lois récemment dirigées contre l'accaparement et la spéculation illicite. A côté des causes de ren-

chérissenient des prix dues aux circonstances engendrées par la guerre, il devait fatalement se joindre la spéculation, l'accaparement, l'agiotage. La crise des transports a été aggravée par des actes de corruption. La crise de la production s'est compliquée à la suite d'accaparements et la multiplication des intermédiaires parasites a eu pour résultat que des denrées de première nécessité ont atteint des prix excessifs ne correspondant plus aux prix courants chez les producteurs. Sous la pression de l'opinion publique, le législateur a dû intervenir pour endiguer dans la mesure du possible la vague de mercantilisme menaçant l'existence économique du pays.

Les lois des 20 avril 1916 et 23 octobre 1919 ont prévu et réprimé un délit nouveau, droit de spéculation illicite, qui se rattachait à un ensemble de mesures gouvernementales édictées en vue de lutte contre le renchérissement alarmant des denrées de première nécessité (4).

Dans ce but, la loi du 20 avril 1916 avait eu recours à un double moyen : 1° la taxation d'un certain nombre de denrées et substances limitativement énumérées ; 2° L'extension pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation, du champ d'application de l'article 419 (adjonction au délit de coalition du délit de hausse illicite) et renforcement des pénalités portées par les articles 419 et 420 (article 10 de la loi). La cherté

(4) Rouquet : La spéculation illicite, *Lois nouvelles*, 15 janvier 1920 ; Le Poittevin : Commentaire de l'article 1^{er} de la loi du 20 avril 1916, et de la loi du 3 octobre 1919, *Lois nouvelles*, 1^{er} juin 1920 ; Tchernoff : La loi sur la spéculation illicite ; le délit des spéculation illicite, 1920 ; Saillard : La spéculation illicite, 1921 ; Pic : Législature industrielle, 1922, pp. 381 et suiv.

de la vie n'ayant fait qu'augmenter après la cession des hostilités, et la levée des taxations ayant été suivie de certaines hausses injustifiées, la loi du 23 octobre 1919 est intervenue à l'effet de prolonger la durée d'application de l'article 10 de la loi de 1916 et de renforcer encore les pénalités.

Ces deux lois, dans le commentaire desquelles nous n'entrerons pas ici, ne sauraient être sérieusement invoquées en faveur d'une législation répressive des syndicats de producteurs. Elles sont, en réalité, étrangères au débat qui nous occupe.

La législation de 1916-1919 a eu d'ailleurs un caractère évident de circonstance. Elle a eu pour but de remédier à la perturbation générale causée par la guerre : réduction des surfaces cultivées, destructions d'usine, rarefaction et hausse de la main-d'œuvre, manœuvres d'acaparement pratiquées sur des stocks déjà insuffisants. On ne peut donc, dans une situation économique normale, faire état de la nécessité, réelle ou prétendue, où l'on s'est trouvé de légiférer dans un sens déterminé au cours d'une période de crise immédiatement consécutive aux hostilités.

En outre, la législation dont il s'agit n'a guère atteint son but. Les Chambres de commerce et les criminalistes (5) l'ont représentée avec raison comme faite surtout

(5) Notamment Chambre de commerce de Lyon, 1919, p. 289 ; Déclaration de l'Union des Intérêts Economiques au ministère du Commerce, 14 février 1921 ; *Economiste Français*, n° 29, novembre 1919 ; Garon : La spéculation illicite, *Débats*, n° 8, janvier 1921 ; Pic : *op. cit.*, p. 385.

pour donner le change à l'opinion publique excitée, mais risquant de nuire au commerce honnête sans gêner beaucoup les agioteurs dépourvus de scrupule. « Pour tout résumer en un mot », a dit M. Gardon (6), le délit de spéculation illicite tel que le construit la jurisprudence, est réalisé lorsque des ventes sont opérées à des prix que le tribunal juge excessifs. Le texte devient clair, assurément, mais il n'est pas rassurant. On comprend qu'il ait découragé beaucoup de commerçants honnêtes et consciencieux qui ne veulent pas s'exposer à la police correctionnelle. Les autres en courent la chance, mais en faisant payer le risque aux consommateurs (7).

En définitive, la thèse de la répression de toute coalition de producteurs, insoutenable en présence de la réalité économique et des desiderata essentiels de la production contemporaine, ne saurait se réfugier dans la considération de la nécessité d'une répression de l'accaparement et de la spéculation illicite, car se grouper en vue de produire et de vendre dans de meilleures conditions

(6) *Journal des Débats*, *op. cit.*

(7) La loi du 21 octobre 1922 (*Journal Officiel* du 22 octobre 1922) proroge l'application de l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916 et de la loi du 23 octobre 1919 pour les infractions commises antérieurement à cette date. Mais elle dispose que le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient ou d'achat et le prix de vente d'un ou plusieurs objets ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit. L'art. 2 de la loi de 1922 décide que « l'art. 2 de la loi du 17 juillet 1922 qui étend la grâce ministérielle à certaines catégories de condamnations prononcées en vertu de la loi du 20 avril 1916, est applicable à toutes les condamnations des mêmes catégories, quelle que soit la date des faits qui les ait motivés ».

est une chose tout à fait différente qu'accaparer et se livrer à des manœuvres illicites de spéculation.

III

Thèse intermédiaire

Une autre opinion qui se présente avec la réduction de toute solution adoptant le moyen terme, distingue entre les syndicats de défense et les syndicats ayant pour objet, ou simplement pour résultat, l'accaparement et la monopolisation. Les seconds seuls appelleraient la répression pénale.

Mais la difficulté est précisément d'opérer une discrimination précise entre les uns et les autres et de savoir si tout syndicat monopolisateur doit être nécessairement réprimé.

Il apparaît sans doute que le corner, coalition éphémère n'ayant pour but que l'accaparement d'un produit, sa raréfaction en vue d'une hausse artificielle de son cours répond à la conception du syndicat nuisible. Ici, la coalition se confond avec la manœuvre d'accaparement. La question est plus délicate pour ces syndicats monopolisateurs qu'on appelle les trusts. Un certain nombre de maisons sont absorbées par un organisme unique, elles perdent leur autonomie réelle et même jusqu'à l'apparence de celle-ci. Economiquement et socialement, ce phénomène n'est pas sans danger. Qu'on se rappelle la crise

terrible de surproduction et de spéculation que traversèrent les Etats-Unis en 1907-1908. L'organisatoin défectueuse du marché financier de New-York n'en constituait pas l'unique explication ; les trusts furent un facteur important du désastre. Ils sont, en effet, des colosses aux pieds d'argile. Leur fragilité provient notamment de la pratique du mouillage ou surcapitalisation. Il est fréquent de voir majorer de 100 ou 200 % les apports des compagnies syndiquées, or, cet échafaudage de titres de spéculation, ne correspondant que partiellement à une valeur réelle, pesa lourdement sur les cours au début même de la crise américaine et en multiplia l'intensité (8). D'ailleurs, les trusts monopolisant le marché intérieur, marchent à la conquête des marchés extérieurs, ceux-ci ne tardent pas à être saturés ; pour s'y maintenir, on vend au rabais à l'étranger et on cherche à prendre sa revanche sur la consommation intérieure : cette dernière se défend par l'abstention, réduit ses achats. Telle fut l'histoire des trusts américains qui voulaient submerger l'ancien monde sans les produits du nouveau, contrôler la production mondiale et qui aboutirent à la catastrophe de 1907.

Socialement, le trust du type américain a été considéré non sans raison comme un agent de démoralisation publique et privée par les procédés qu'il emploie. C'est le triomphe de l'or sous la forme la plus brutale, et l'audace

(8) De Leener : La surcapitalisation et les trusts américains, dans *Revue économique internationale*, mars 1904 ; Aupetit : La crise américaine, même revue, novembre 1907 ; Lancéron : La crise américaine de 1907, thèse 1910.

de certains financiers d'outremer était devenue telle en 1912 que la plus haute autorité des Etats-Unis crut nécessaire de dénoncer publiquement, dans plusieurs discours ou messages, cette cause de perturbation des rouages administratifs de la grande République (9).

Cependant, on ne peut pas concevoir que la concentration industrielle, réalisée dans le trust, présente des avantages. Certains économistes ont insisté (10) sur la limitation du stock fabriqué en prévision des besoins probables qui donneraient aux prix plus de stabilité et préviendrait les crises de surproduction sur la diminution des frais généraux résultant des perfectionnements apportés à l'outillage et de la fermeture des établissements installés dans des conditions défectueuses, diminution de frais généraux qui permettrait aux trusts de réaliser des bénéfices sans majoration de prix, voire même d'améliorer les conditions du personnel.

On a répondu que les quelques progrès techniques réalisés par les industries absorbe les quelques créations philanthropiques ou scientifiques créées par les milliardaires ne sauraient être mis en parallèle avec les résultats néfastes que doivent provoquer inévitablement la ruine de la petite industrie indépendante, la décadence progressive du moyen commerce ou de la moyenne industrie, éléments de stabilité et de force pour les Etats, le renché-

(9) Pic : *Législation industrielle*, p. 373.

(10) Notamment Lescure : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 1907.

rissement progressif des prix, suite fatale du monopole (11).

En définitive, on ne peut répondre par une formule simple et absolument catégorique à la question de savoir si le rôle économique et social du trust est heureux ou malheureux. Le problème est complexe, il est controversé, il comporte des nuances et la considération des circonstances de temps, de lieu, de modalité. Il ne semble donc pas possible, au point de vue rationnel, d'ériger le trust en un délit pénal.

Restent les cartels. Il est admis par tout le monde qu'ils doivent échapper à la répression s'ils ont seulement pour rôle la défense contre la surproduction et l'avilissement des cours ; mais la discussion s'élève s'ils manifestent et s'ils réalisent des tendances monopolisatrices. La monopolisation du marché intérieur sous le couvert des tarifs protecteurs constitue une prime à l'exportation. D'où ce phénomène singulier que les cartels, qui s'abstiennent du reste d'ordinaire de fixer les prix de vente pour l'étranger, vendent généralement leurs produits au dehors au-dessous du tarif, arrête entre les adhérents pour la vente sur le marché intérieur. L'encouragement artificiel à l'exportation appelé dumping est assurément au point faible du système. Supprimée à l'intérieur, la concurrence n'en est que plus âpre pour la conquête des marchés extérieurs entre les cartels des différents pays, voire même entre les industriels syndiqués d'un même pays, et

(11) Pic, *op. cit.*, p. 373, et Trusts et cartels ; Le devoir du législateur, dans *Annales de droit commercial*, 1908 ; Bates Clark, *Principes économiques*, 1911, chapitres 24 et 28.

cette concurrence tend à faire renaître les crises de surproduction que l'on voulait éviter. La méthode allemande d'impérialisme économique se traduisant par le dumping ne pouvait conduire l'Allemagne qu'à la ruine de ses industries si le système avait été appliqué plus longtemps sous le régime de la paix, ou à la guerre ; beaucoup d'industriels ont formé le gouvernement impérial à un conflit mondial, comptant sur la victoire pour les tirer d'embarras (12). Mais les dangers des cartels ne suffirent pas pour qu'on se trouve autorisé à ériger le cartel en délit général, même s'il cherche à se constituer un monopole. Les arguments qui militent en faveur de la liberté des trusts peuvent *a fortiori* invoquer en faveur de la liberté des cartels.

Au surplus comment saura-t-on exactement si le cartel cesse d'être un organe de défense et devient un organe de monopolisation ? Une simple tendance ne peut être incriminée. Ce qui deviendra répréhensible, c'est la manœuvre d'accaparement dument constatée ; mais, alors, ce n'est pas le cartel lui-même qui doit être érigé en délit.

Il ne semble donc pas que la distinction entre les syndicats qui appellent une répression pénale et les syndicats qui doivent être libres mérite d'être accueillie. Tout syndicat, comme tel, est légitime, étant donné qu'il est une conséquence inéluctable de l'évolution économique, un aspect de l'organisation de la production et du commerce. Ce qu'il faut punir, c'est l'accaparement, soit qu'il pro-

(12) Blondel : Les embarras de l'Allemagne en 1912, Hauser. Les méthodes allemandes d'expansion économique, 1916. Bérard : Les intérêts allemands, *Revue des Deux-Mondes*, 1915. Pic, *op. cit.*, pp. 366 et 371.

vienne d'un particulier, soit qu'il provienne d'un groupement. La conception intermédiaire que nous venons d'examiner implique, partiellement, la même erreur que la théorie absolue d'abord critiquée. Cette erreur, c'est la confusion de la manœuvre d'accaparement et de la coalition de producteurs.

IV

Thèse libérale

Les développements qui précèdent nous conduisent-ils à reconnaître la liberté illimitée des syndicats de producteurs ?

La conception libérale absolue a eu d'éloquents défenseurs (13). Ceux-ci ont estimé que ce n'est pas à l'aide d'une législation répressive, mais uniquement par une politique économique libérale comportant une renonciation complète au régime des primes et droits protecteurs que l'on pourra remédier efficacement aux abus des groupements à tendances monopolisatrices.

Aujourd'hui, en effet, il n'est plus de coalition qui puisse, en l'absence de barrières douanières favorables, se flatter de posséder un monopole absolu dans l'économie nationale ; les sources de production ouvertes au commerce mondial créent pour toutes les industries susceptibles de concurrence la nécessité de se maintenir sur ce

(13) P. Leroy-Beaulieu. *Traité*, tome 4, p. 35. R. Georges-Lévy, Les Cartels industriels, *Journal des Economistes*, janvier 1903. Raffalovitch : *Les Coalitions de producteurs*, 1889.

qui-vive perpétuel. Le quasi-monopole est souvent confondu avec le monopole absolu dont il n'a nullement les inconvénients. Il suffit que la concurrence reste possible pour que les dangers des coalitions perdent presque toute leur gravité. Cela ne les empêche pas d'être avantageuses pour ceux qui en font partie ; tant qu'elles maintiennent le prix à un niveau raisonnable et qu'elles sont bien dirigées, elles bénéficient à juste titre des économies qu'elles réalisent effectivement par la réduction des frais généraux, et nul n'a le droit de s'en plaindre. Le jour où elles essaieraient de pousser le prix trop haut dans un but de lucre, ou bien le jour où, engourdies par la routine, elles laisseraient le coulage et les procédés arriérés grossir le prix de revient, il surgirait des concurrences qui les obligeraient à se réformer ou les ruineraient. En fait, on n'a jamais vu aucune grande industrie monopolisée absolument pour un temps un peu long sous un régime de liberté égale ; à côté des prétendus monopoles subsistent toujours quelques entreprises indépendantes qui ne tarderaient pas à prendre un essor considérable si les coalitions versaient dans les abus.

Les économistes libéraux n'ont même pas admis la nécessité de réprimer les corners par la raison que les fondateurs de ces combinaisons aussi fragiles qu'ambitieuses en seraient toujours les premières victimes.

On leur a répondu en ces termes : Peu importe qu'en fait ces coalitions gigantesques échouent à peu près fatalement. Les spéculations de cette nature n'en sont pas moins condamnables, parce que les ruines qu'elles entraînent ne frappent plus seulement ceux qui s'y livrent. Pen-

dant des semaines ou des mois, parfois des années, le corner peut demeurer le maître du marché, écraser ses concurrents et semer ainsi la ruine autour de lui en attendant que sa chute fasse d'autres victimes. Bien imprévoyant serait le législateur qui ne s'appliquerait point, par une législation appropriée, à prévenir de telles opérations (14).

Observations très justes, sans doute ! Mais le débat ne repose-t-il pas sur une confusion. Le corner est une coalition de nature très spéciale ; il n'est pas permanent comme le cartel et le trust, mais essentiellement éphémère ; son seul objet est l'accaparement d'un produit, la hausse artificielle des cours par la raréfaction sur le marché ? Qu'est-ce à dire, sinon que le corner est, en lui-même, une simple manœuvre d'accaparement ? A ce titre, il doit être l'objet d'une répression pénale. Il ne constitue pas, ainsi que le cartel et le trust, un mode d'organisation économique ; ce qui le concerne est, en réalité, étranger au point de savoir s'il convient de laisser la liberté aux syndicats de producteurs considérés comme des formes nécessaires de l'évolution. Les corners étant mis à part, l'intérêt de la question ne se fixe que sur les groupements qui, sous quelque dénomination qu'ils se présentent, rentrent dans la définition précédemment fournie des cartels et des trusts.

Or, il nous paraît que le point de vue des économistes libéraux est conforme au stade économique que nous traversons. Le danger des coalitions n'est véritable qu'au cas où l'Etat les favorise par des tarifs douaniers protecteurs.

(14) Pic, *Législature industrielle*, p. 374, dans le même sens ; Couwes, tome II, p. 239. Bourguin : *Système socialiste*, p. 381.

Le ministre des Finances n'a pas eu tort de déclarer autrefois : Les trusts sont les enfants du protectionnisme (15). Ne semble-t-il donc pas que l'Etat soit assez peu qualifié pour poursuivre au nom de l'ordre public ceux-là mêmes auxquels il a donné naissance ?

Aussi est-il permis d'affirmer que les coalitions les plus puissantes ne résistent pas à l'abaissement des barrières douanières et qu'il appartient à l'Etat, en usant de son pouvoir économique, bien plutôt que d'une répression plus ou moins vaine, de veiller à l'équilibre de l'économie nationale. Si l'avilissement des prix peut causer des désastres, leur renchérissement injustifié est un mal social. Aux hommes politiques de savoir diriger ces mouvements par des interventions opportunes.

Est-ce à dire que nous allons proclamer la liberté sans limites des coalitions de producteurs ? Quelques précisions et même quelques restrictions doivent être apportées à la conception libérale.

V

La Solution

Une première précision à la thèse libérale résulte de tout ce que nous avons dit : Résultat inévitable de l'évolution, forme nécessaire de l'organisation économique actuelle, la coalition ne doit pas être en elle-même l'objet

(15) Caillaux. Chambre des députés, 5 décembre 1902.

d'une répression pénale. Ce qui doit être réprimé, c'est la manœuvre d'accaparement qu'un syndicat de producteurs de même qu'un particulier peut pratiquer. Et si nous avons exclu le corner de la liberté, c'est précisément à cause de sa nature propre qui l'identifie avec la manœuvre d'accaparement.

D'autre part, bien qu'il importe de séparer nettement la coalition et l'accaparement, de laisser la première libre, il n'en est pas moins vrai que celle-ci peut être un moyen d'accaparement. Ce danger justifie l'attribution à l'Etat d'un certain droit de regard sur la formation et le fonctionnement des syndicats de producteurs. Ce droit nous appartient à l'Etat en vue d'assurer l'équilibre de la nation. La surveillance de l'Etat en vue d'éviter que la coalition dégénère en instrument d'accaparement est une chose très différente de la répression de la coalition en elle-même. C'est seulement lorsque la manœuvre d'accaparement a été accomplie que la répression doit intervenir. La conclusion qu'il convient, à notre avis d'adopter peut donc être enfermée dans cette formule (liberté de la coalition tempérée par un certain droit de contrôle de l'Etat, répression des manœuvres coupables d'accaparement.

VI

Législations étrangères

C'est bien dans le sens de la solution précédemment

dégagée que semblent s'orienter, d'une manière générale, les législations étrangères postérieures au Code Pénal français.

La loi belge de 1866 (art. 311 Code pénal réprimant les moyens frauduleux tendant à déterminer une hausse ou une baisse factice) n'édicte aucune pénalité contre la simple entente. Le Code pénal italien de 1890 (Article 293 et 326) statue dans le même sens.

De même les lois allemande et autrichienne ne portent aucune pénalité contre les syndicats de producteurs. Divers projets avaient été élaborés en vue de les assujettir à un certain contrôle administratif, mais aucun ne fut retenu. La question de la surveillance de l'Etat a été résolue d'une façon différente. C'est dans la voie de l'association étroite et non désintéressé, de l'Etat, au fonctionnement des syndicats, que le législateur allemand a préféré se diriger (16). C'est toujours, sous une forme particulière, l'exercice du pouvoir économique de l'Etat sur les coalitions, libres en ce sens qu'elles échappent par elles-mêmes à toute répression.

Tournons-nous maintenant du côté du droit pénal anglo-américain. En Angleterre, depuis l'abrogation des anciens statuts, en 1884, une coalition ne peut être poursuivie que lorsqu'elle donne lieu à des actes frauduleux ou d'escroquerie et quand elle a pour objet de répandre de faux bruits destinés à élever ou d'empêcher ou essayer

(16) Loi allemande du 25 mai 1910, *Bull. off. inter.* 1910 X. G. 11 soumettant au contrôle du gouvernement le fonctionnement du syndicat des fabriques de potasse dont fait partie le fisc prussien.

d'empêcher, par violence ou menaces, des producteurs d'apporter leurs marchandises dans un marché ou dans une foire (17). La situation est plus complexe aux Etats-Unis où les parties politiques et notamment les démocrates se sont presque toujours servis pour plateforme, d'une législation répressive des trusts ; l'acte scherman ou Federal Anti trust Law du 2 juillet 1890 contenait des stipulations très étroites à ce sujet (18). Mais il eût peu de succès à cause de l'ingéniosité des financiers américains et de l'indulgence de la Cour suprême qui ne voulut considérer comme illégales que les coalitions « resulting in unreasonable restraints of trade », aussi le législateur édicta-t-il des principes plus sévères dans la « clayton Law » du 15 octobre 1914 (19).

Cette loi, d'inspiration et de tendance purement politiques, complètement inapplicable dans l'esprit où elle était conçue, subit au cours de la guerre de nombreuses revisions et dérogations qui la laissèrent sans effet, d'ex-

(17) Encyclopédia of the laws of England v. Combination c. mogul steanship contre macgregor and c^o The times law reports house of lords, 18 décembre 1891.

(18) V. le texte *in-extenso* Rusch c. Buther the scherman ante trust law and readjustment the annals o the american academy of political and social science ars 1919, f. 222.

(19) It establishes standard in that it declares to unlawful.

a) Price discrimination.

b) Tying contracts that is, sales agreements made with the understanding that the purchaser shall not use the goods, wares of merchandise of a competitor.

c) Stock ownership of one corporation in another.

d) Interliking of directors.

V. Raymond Michel, *op. cit.*, p. 167, en note.

cellents esprits soutinrent qu'il y avait de bons et de mauvais trusts et qu'il fallait moins considérer leur forme propre que leur but réel et les opérations auxquelles ils se livraient. (20) Les lois des 1^{er} juillet 1916, 16 septembre 1916, 10 avril 1918, vinrent donner toute faculté aux industriels et commerçants des Etats-Unis de se coaliser au moins pour le commerce d'exportation.

Considère comme illégal lorsqu'il exerce dans l'Etat même, le dumping est licite, s'il a pour rayon d'action l'étranger. Devant la poussée des forces économiques, dit M. Raymond Michel (21) il semble bien que la législation américaine tende à une conclusion similaire à celle de nos tribunaux à considérer comme illégales les coalitions qui n'ont pas seulement pour but d'empêcher l'avilissement des prix, mais encore de spéculer au détriment du consommateur en se servant du monopole de fait qu'elles ont pu acquérir. Mais il faut bien se rendre compte que

(20) It was the opinion of professor stuebner and the house committee on the Merrchant marine and Fisheries that agreements among ocean carrirs as to rates ans service are a protection to both shipper and ship owner. V. competition versus cooperation on the steamhip bisiners : propored législation, leg lemory R. Johnson Ph. D. Sc. d. *Annales*, septembre 1914, p. 8. V. Raymond Michel, *op. cit.*, p. 168, en note.

The other advantages résulting from agreements letween steamship lines stalerd briefly, and the greater security gigen to, capital invested ou the steamship businers, more stable, uniform and équitalbe rates, of insurance payable by merchants, The stability of freight and passenger charges, the recuring of uniform freight rates by all merchants, large and small°; The reduction the cost of service to the carrier (*Annales*, *ibid.*, p. 5 ; R. Michel, *ibid.*

(21) *Op. cit.*, pp. 168-169.

tout cela est encore pure théorie et que les financiers américains semblent faire peu de cas des préoccupations d'ordre électoral que d'imposer par une volonté raisonnée la stricte application des lois (22). En somme l'examen des lois américaines fournit des arguments dans le sens de la liberté et de l'inutilité de la répression.

(22) Voir sur la législation pénale aux Etats-Unis dans notre matière ; Edwardes : La législation sur les trusts aux Etats-Unis, *Revue d'Economie politique*, 1891, p. 937, Rusch Buther, précité Emary Johnson, précité James M. Beck : The federal power over trusts (*Annals of the American Academy*, juillet 1914, p. 93). Donc Durand The trust legislation of 1914 ; quart jour of econ 1914-1915, pp. 72 et suiv. Rist : L'exportation américaine et les lois sur les trusts, dans *Revue d'Economie politique*, 1919, 83.

CHAPITRE TROISIEME

LE MOUVEMENT VERS LA SUPPRESSION DU DELIT DE COALITION

M. Naquet, en 1885, relevait en ces termes le caractère désuet de l'article 419. Celui-ci disait-il, renferme les éléments les plus divers ; il réprime la fraude et la calomnie ce qui est naturel et juste, mais il s'oppose à la réunion ou à la coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, ce qui n'est plus conforme aux conditions de la Société moderne. Avec un tel article strictement appliqué, on pourrait éteindre sinon tous les syndicats, du moins qui ne présenteraient pas le caractère de personnes morales, et ce serait un préjudice grave pour le marché français.

Il est vrai que les dispositions aujourd'hui périmées de l'article 419 sont depuis longtemps tombées en désuétude et qu'il peut être dès lors inutile d'en demander l'abrogation ou la modification. (1)

La manifestation de M. Naquet demeura longtemps isolée. On vit même se développer à la Tribune du Parlement de nombreuses interpellations portant précisément sur la nue application des dispositions de l'article 419

(1) Rapport au Sénat sur la loi du 28 mars 1885 (Institution à terme, *Journ. Offic.*, documents parlementaires, Sénat 1885, p. 562).

dans des affaires qui avaient vivement préoccupé l'opinion publique (interpellation Francis Laursur, l'accaparement des cuivres, chambre 18 février 1888 et 21 mars 1889, et sur les pétroles, Chambre 17 mai 1890 : Gérault Richard et de Folleville, sur la cherté du pain ; Chambre 23 octobre 1897. Castelni, Walter, Massé et Romanet sur l'accaparement des sucres, Chambre 15 et 22 mars 1901. La volonté du Parlement était évidente de maintenir les dispositions pénales en vigueur.

Mais la crise de 1914-1918 changea singulièrement le cours des idées. Si la nécessité de la répression de l'accaparement et de la spéculation illicite parut sans cesse plus certaine en même temps on comprit l'archaïsme et le danger d'une disposition légale érigeant en délit le fait même de la coalition de producteurs. On sait que les conséquences économiques de la guerre imposèrent une politique restrictive des importations (2).

Les produits étrangers n'entrèrent plus en France que dans une proportion sensiblement inférieure à la de-

(2) Un certain nombre de prohibition d'importation furent édictées en 1916 et au commencement de 1917 par le ministère du Commerce et par le ministère de la Guerre. Le décret du 22 mars 1917 établit le système de la prohibition générale de toutes marchandises d'origine ou de provenance étrangère, tempéré : 1° par des dérogations générales ; 2° par des dérogations spéciales ; 3° par le contingentement, d'après lequel les produits d'une certaine catégorie ne pouvaient être importés qu'à concurrence d'un certain contingent. Un régime de centralisation des achats à l'étranger fut peu à peu institué (Création des Comités le 7 mai 1917, création du Comité exécutif des importations le 13 décembre 1917, création de la Commission supérieure des achats à l'étranger le 8 mars 1918).

mande. Dès lors on ne pouvait laisser les industriels les plus habiles, ou seulement les plus empressés, se servir les premiers au préjudice des autres. Il fallait répartir judicieusement les importations. Les organismes de répartition furent appelés consortiums.

Le consortium fut un groupement d'industriels utilisant une même matière première, une société commerciale destinée à acheter et répartir, sous le contrôle de l'Etat, les marchandises importées. Une convention intervenait entre l'Administration et le groupement. La première s'engageait à fournir au second des produits divers, mais se réservait le droit de suivre la marchandise qu'elle livrait : elle contrôlait les opérations et réglementait l'emploi des bénéfices éventuels. L'Etat disposait seul des moyens de transport et des moyens de paiement, il mettait à la disposition des industriels et des commerçants le prêt et le change qui leur étaient nécessaires. Le consortium apportait les capitaux et la compétence de ses membres, il permettait aux industriels et commerçants d'utiliser eux-mêmes les avantages offerts par l'Etat de répartir le prêt du change. (3)

Le rôle du consortium, exposé par M. Clémentel, ministre du Commerce, à la Chambre des Députés, sans la séance du 28 juin 1918, consistait à :

(3) Voir sur les consortiums, notamment Bassetti : Les consortiums étudiés spécialement au point de vue de leur développement en France pendant la guerre. Thèse 1919 : Polier, le régime des consortiums, dans *l'Europe Nouvelle*, mai et juin 1918 ; Domergue : La politique des consortiums, *Réforme économique*, mai 1918. Doucet : La politique des consortiums, dans *Monde Economique*, mai et juin 1918.

1° Faire le service financier des achats privés opérés soit par voie d'acheteur unique, soit par voie de centralisation et de transmission des demandes d'achats ;

2° Faire la répartition des matières importées sous le contrôle de l'état, de façon à maintenir à chacun une part d'activité même réduite ;

3° Faire la péréquation des prix, en supprimant ainsi une cause importante de hausse. Les consortiums ont été sans aucun doute des ententes entreproducteurs ayant pour objet la libre concurrence et d'exercer une pression sur les cours ; la péréquation des prix fut un des buts de cette organisation. Celle-ci rentrait donc dans les conditions prévues par l'article 419. Mais elle était imposée par l'Etat, elle fonctionnait sous son contrôle et son mobile principal était l'intérêt général.

On prit ainsi conscience des sacrifices qu'exige l'intérêt général. On comprit, que pour vivre et pour conquérir des marchés étrangers, les industriels français avaient intérêt à s'unir ; qu'un groupement a des moyens que ne possède pas le simple particulier : moyens financiers permettant d'engager des frais considérables pour obtenir un rendement avantageux à une échéance plus ou moins lointaine, moyens de s'imposer aux pouvoirs publics et de revendiquer certains droits. Sans doute, il ne faut pas qu'une organisation devenue puissante obtienne des barrières douanières à l'abri desquelles elle cherche des bénéfices par le monopole qu'elle s'est ainsi réservé. L'inter-

vention de l'Etat est nécessaire pour éviter précisément ces excès (4).

Le gouvernement songe à provoquer une concentration des industries françaises au lendemain de la guerre, M. Clementel voyait dans les consortiums la base d'une organisation industrielle. L'entente ne serait pas obligatoire, mais les désavantages de l'isolement engageraient presque tous les industriels à y adhérer. Elle aurait pour but de régler la production d'après les besoins de rechercher des débouchés, de venir en aide aux entreprises défaillantes et de leur faciliter la recherche des capitaux en offrant la garantie collective. L'Etat aurait un droit de regard. Une loi fixerait le statut de ces ententes. L'organisation serait dirigée par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce qui connaîtrait de toutes les grandes questions industrielles, commerciales et douanières.

Ce système procédait d'un examen attentif de la réalité et d'idées incontestablement justes. Si chacun est libre d'exercer la profession qui lui convient, il appartient à l'Etat de coordonner les efforts collectifs et industriels, de mettre au-dessus de tout l'intérêt général, et, dans ce but, de substituer au régime individualiste d'avant guerre, le régime des puissances collectives organisées. L'expérience de la guerre ne doit pas être perdue. Il s'agit d'obtenir

(4) Voir notamment Chrysis : Ce que doit être la concentration industrielle après la guerre, dans *Science et Industrie*, juillet, août et octobre 1918.

dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, le rendement maximum, et les pouvoirs publics doivent guider les particuliers qui n'ont comme premier objectif que la réussite de leur entreprise.

Dans l'agriculture, l'individualisation s'impose plus que jamais. Pour acquérir les machines et appareils de culture, le projet prévoyait des sociétés de culture régionales, constituées sur le type des « Consorzi agrari » italiennes, dont le rôle serait d'organiser des centres de culture aux endroits appropriés et de passer des contrats avec les propriétaires ou les communes en vue de l'exécution des travaux agricoles. L'Etat interviendrait dans la Constitution de ces sociétés et chercherait à encourager cette exploitation industrielle. Un droit de regard, sinon le contrôle n'appartient-il pas à l'Etat dans l'attribution aux initiatives privées des richesses collectives ? N'a-t-il pas le devoir de provoquer et d'accorder des concessions à ceux qui justifient des moyens et qualités voulus pour mettre en valeur les ressources naturelles.

Avant la guerre, l'Allemagne était maîtresse du commerce des minerais et métaux et dominait par son organisation tous les marchés. Des organismes aussi puissants que ceux de l'Allemagne devaient être créés en France. Le développement de la culture du coton dans nos colonies, particulièrement en Afrique du Nord, exigerait des organismes commerciaux semblables à ceux des Etats-Unis, de Hambourg, pour l'Egypte et les colonies d'Afrique.

Les directions du projet Clementel étaient en somme les suivantes : groupements des forces productives, colla-

boration de l'Etat et des initiatives privées, organisation de cette concentration et de cette collaboration.

Combien on était loin de l'article 419 du Code pénal qui permet d'assimiler le fait seul de la coalition à un moyen frauduleux d'opérer la hausse ou la baisse.

Une distinction apparaissait désormais comme absolument nécessaire ; la coalition nécessitée pour l'industrie, ou légitime elle-même et devant échapper à toute répression le fait coupable d'un accaparement, d'une manœuvre de hausse ou de baisse factice des cours, pouvant être commis par un syndicat comme par un particulier. De là tout un mouvement d'idées, de vœux, de projets tendant à la modification de notre législation pénale dans le sens d'une suppression du délit de coalition.

De là aussi un mouvement parallèle ayant pour objectif de soumettre les syndicats de producteurs dont la nécessaire liberté serait reconnue en principe, au regard et à la surveillance de l'Etat.

L'élaboration à laquelle nous assistons dans ce domaine appelle une analyse attentive. Il n'est pour ainsi dire aucun économiste ni aucun groupement d'économistes ou de techniciens qui ne se soient occupés ces derniers temps de l'article 419 dans ses rapports avec les coalitions de producteurs (5).

(5) Pradel : Les trusts et cartels et l'article 419 du Code pénal, Chambre du Commerce de Lyon, séance du 26 octobre 1918. — Hausser : Modifications à faire subir aux articles 419 et 420 du Code pénal dans travaux préparatoires du Congrès général du génie, mars-avril 1918, section 8, Paris, 1918.

Doit-on conserver sans changement l'article 419 du Code pénal ?

Parmi les vœux et projets émis, nous retiendrons spécialement ceux du Congrès de l'Association nationale d'expression économique, ceux de MM. de Rousiers, de Segogne, ceux des Chambres de commerce de Lyon et de Paris, ceux du Comité consultatif des Arts et Manufactures.

1° *Vœux du Congrès de l'Association nationale d'expansion économique.*

Considérant que seuls de grandes organisations ou des groupements peuvent appliquer les méthodes commerciales qui assurent le succès dans la concurrence avec l'étranger, l'Association nationale d'expansion économique émet le vœu que prenant, la législation et la jurisprudence soient modifiées de façon à permettre la constitution et le fonctionnement des ententes industrielles et commerciales.

2° *Projet de loi de MM. de Rousiers et de Segogne (6).*

Syndicat des mécaniciens, fondeurs et chaudronniers de France, Bulletin du Syndicat, octobre 1918.

Barone : Les syndicats (cartels et trusts) dans les problèmes actuels de l'économie, *Revue de métaphysique et de morale civile*, juin 1921. Schelle : Les ententes économiques, *Bulletin de la Société d'Economie politique* 1916, pp. 47-58 ; Rapport et discussion, séance du 5 avril 1916. Boussac : et les cartels au lendemain de la guerre, *Réforme économique*, 28 juillet 1916. Mallepeyre : Des ententes entre producteurs et de l'article 419 du Code pénal, *Parlement et Opinion*, janvier 1917, pp. 25-28. Pascalis : Les trusts et cartels et l'article 419 du Code pénal, rapport, Bulletin Chambre de Commerce de Paris, 12 mai 1917, pp. 551 et suiv. Lémanon : Les formes actuelles des ententes industrielles, *Bulletin de la Société d'Economie politique*, 1920, pp. 75-80. Rapport et discussion, séance du 5 mai 1920.

(6) De Sagogne : Exposé des conclusions de la section juridique de la Commission d'Etudes du statut légal des ententes et des cartels.

Les articles 419 et 420 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de mille francs à vingt mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ceux qui, en agissant soit isolément, soit de concert entre eux et en employant des moyens frauduleux, tels que la publication des fausses nouvelles ou des suroffres faites aux prix demandés par les vendeurs eux-mêmes, auraient, dans un but de lucre, provoqué une rupture d'équilibre entre l'offre et la demande, et opéré ainsi à l'aide de ces manœuvres, la hausse des denrées des marchandises ou des effets publics ou privés.

3° *Vœux et projets de la loi des Chambres de commerce de Lyon et de Paris* (7).

Considérant qu'il est nécessaire pour le développement de la puissance industrielle du pays que les producteurs puissent réaliser entre eux certaines ententes ;

Considérant qu'il n'est pas possible de laisser ces ententes, bienfaisantes au point de vue national, sous la menace des termes explicites de l'article 419 du Code pénal, le régime précaire de la tolérance institué par la jurisprudence ne pouvant donner à des entreprises considérables la sécurité dont elles ont besoin maintenant, compte d'une part, de la nécessité de maintenir dans le code une arme contre les spéculateurs dangereux pour l'ordre public, d'autre part des difficultés d'ordre parlementaire que peut présenter l'établissement d'un titre

(7) Pradel, *op. cit.* Pascalis, *loc. cit.*

nouveau destiné à abriter les ententes industrielles dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité.

Emet le vœu que l'article 419 soit d'urgence modifié par la suppression des mots suivants : Par réunion ou colation entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix : qui répondaient à des préoccupations d'un autre âge et ne pouvaient viser de productions industrielles alors inexistantes, tendant à prévenir certains agissements commerciaux aujourd'hui tout à fait irréalisables.

Et qu'un texte de loi rende obligatoire à peine de nullité, la déclaration des ententes industrielles au greffe des tribunaux de commerce.

Ces vœux et projets furent soumis au Comité consultatif des Arts et Manufactures auquel les Pouvoirs publics demandèrent de faire connaître son opinion, exprima ses conclusions dans les termes suivants (8) :

Le texte de MM. de Rousiers et de Segogne a été établi par eux comme suite aux vœux de l'Association nationale d'expansion économique et sur sa proposition, il n'en diffère donc pas comme esprit. On peut lui reprocher de conserver le délit de coalition bien que cette coalition doive, pour tomber sous le coup de la loi, être accompagnée des moyens frauduleux. Or, la coalition est devenue une nécessité pour l'industrie et ne doit plus être consi-

(8) V. Rapport général sur l'industrie française, sa situation, son avenir, 2^e partie ; Les méthodes d'expansion économique, tome 3, 1919, p. 241, Ministère du Commerce, Direction des Etudes techniques.

dérée comme un délit. Il faut donc distinguer entre la coalition à l'usage moderne et sage qu'une industrie peut faire n'est pas délictueux. D'ailleurs, à moins de rester dans une modération exclusive du délit, des coalitions qui ont des intentions frauduleuses aboutissent fatalement par l'élan donné à la production et à la concurrence, par le resserrement de la consommation, par la nécessité d'énormes emprunts à gros intérêts, à une crise qui les ruine, comme l'atteste l'expérience de tous les pays. En second lieu, l'expression « est dans un but de lucre » semble être d'une application trop générale, dans l'esprit des rédacteurs le mot lucre correspond certainement à l'idée d'un gain scandaleux et exagéré ; mais quelle est la limite entre le lucre et le gain raisonnable auquel a droit tout producteur.

Le texte proposé par la Chambre de commerce de Paris a paru préférable au Comité consultatif des Arts et Manufactures, car il supprime le délit de coalition et ne conserve comme punissables que les agissements frauduleux aboutissant à des variations de prix supérieurs à ceux déterminés par la libre concurrence. Mais là réside une nouvelle difficulté, comment discerner entre la hausse ou la baisse résultant d'agissements frauduleux et celles résultant de circonstances indépendantes des producteurs. L'exemple de la variation en 1899-1900 des prix des fers marchands vendus en libre concurrence (9) montre bien que la cause de telles variations n'est pas toujours impu-

(9) Rapport de M. Carlioz au Comité consultatif des Arts et Manufactures.

table aux producteurs. Aussi il a semblé utile au Comité de préciser davantage les conditions de la hausse ou de la baisse délictueuse en empruntant au projet de MM. de Rousiers et de Segogne la deuxième partie de leur texte, c'est-à-dire : la hausse ou la baisse factice et momentanée des cours. Cette qualification de factice et momentanée nous paraît mieux distinguer entre la hausse naturelle indépendante de la volonté des producteurs et la hausse artificielle à caractère frauduleux.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures s'est donc arrêté au projet de texte suivant : « Tous ceux qui, en employant des moyens frauduleux tels que la publication de fausses nouvelles ou de suroffres faites aux prix demandés par les vendeurs eux-mêmes, auront provoqué une rupture d'équilibre entre l'offre et la demande et opéré ainsi, à l'aide de ces manœuvres, la hausse ou la baisse factice et momentanée des cours des denrées, des marchandises ou des effets publics ou privés ».

Le texte adopté par le Comité consultatif des Arts et Manufactures a été communiqué à la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés en même temps qu'un avant-projet de loi élaboré par le Comité de législation commerciale siégeant auprès du département du commerce.

L'esprit dans lequel a été conçu cet avant-projet de loi a été exposé par M. Puech, président de la Commission du commerce, dans les termes suivants :

« Il est de toute nécessité que l'effort collectif qui a si grandement favorisé le développement de l'industrie à l'étranger ne rencontre pas chez nous, dans notre propre

législation, une entrave tenant à des dispositions qui ne cadrent plus avec les nécessités économiques actuelles. Or, il n'est pas douteux que le délit de coalition prévu et sanctionné par l'article 419 du Code pénal en dehors de toute manœuvre frauduleuse, constitue par la menace qu'il fait peser sur les ententes de commerçants et d'industriels un obstacle à l'union si nécessaire de nos forces économiques.

Je ne pense pas cependant que l'on puisse envisager l'abrogation pure et simple des dispositions de l'article 419 du Code pénal relatives au délit de coalition. Cette liberté laissée aux groupements de producteurs ou de détenteurs de denrées ou de marchandises, au moment même où un besoin pressant de baisse des prix se fait sentir de façon si impérieuse, pourrait avoir des conséquences sociales extrêmement graves. Aussi je considère que la faculté de groupement qui doit être reconnue à nos commerçants et à nos industriels doit comporter une contre-partie destinée à sauvegarder les intérêts des consommateurs et de l'Etat.

Ces considérations ont conduit à l'élaboration du texte suivant :

AVANT-PROJET DE LOI

tendant à modifier les dispositions de l'article 419 du Code pénal en ce qu'elles concernent les réunions ou coalitions de détenteurs de marchandises ou denrées.

Texte établi par le Département du commerce d'accord avec le garde des Sceaux et suivant l'avis du Comité de législation commerciale du 6 novembre 1918.

Article premier. — Ne tombent pas sous l'application

des dispositions de l'article 419 Code pénal en ce qu'elles concernent, les coalitions et réunions de détenteurs de marchandises ou de denrées, les coalitions et réunions dont la formation aura été déclarée dans le délai d'un mois à partir de celle-ci au ministre du Commerce, et dont l'immatriculation aura été requise au registre du Commerce sans préjudice de l'application des formalités de publicité prévues par la loi du 24 juillet 1867 au cas où la réunion ou coalition revêtirait la forme d'une société anonyme.

La déclaration visée au présent article devra être faite par un des adhérents, elle devra faire connaître le but de la coalition ou réunion, les noms et adresses des adhérents. Si la réunion ou coalition revêt la forme d'une société de commerce la déclaration sera faite par une des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société, avec l'indication du siège social.

L'immatriculation au Registre du Commerce est faite au Greffe du Tribunal de Commerce du Siège social, si la coalition ou réunion a pris la forme d'une société de commerce, et, dans le cas contraire du domicile du déclarant.

Article 2. — Tous renseignements concernant la nature des opérations et le fonctionnement des réunions ou coalitions visées à l'article 19 doivent être fournis sur sa demande au Ministère du Commerce, soit, dans le cas où la réunion ou coalition revêtirait la forme d'une société de commerce, par les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société. Le ministre du Commerce peut en outre exiger s'il le juge nécessaire, la commu-

nication des livres ainsi que tous les documents de nature à donner des indications qui lui paraissent utiles.

Les personnes au paragraphe précédent qui aurait refusé de fournir les renseignements à elles demandés ou aurait fourni sciemment des renseignements inexacts seraient punies d'une amende de 100 francs à 10.000 francs, sans préjudice du droit pour le Tribunal correctionnel de prononcer la dissolution de la réunion ou coalition.

Article 3. — Si un acte abusif de nature à porter atteinte à l'intérêt public est relevé dans le fonctionnement d'une réunion ou coalition visée par la présente loi, la dissolution pourra en être prononcée par le Tribunal civil à la diligence du Ministère public. La demande en dissolution ne pourra être introduite qu'à la demande du Ministre du Commerce, après avis préalable du Comité consultatif des arts et manufactures, les intéressés entendus ou dument appelés : En cas de dissolution, les articles 419 et 420 Code pénal pourront être appliqués aux faits qui l'ont motivé.

Article 4. — Les réunions ou coalitions formées entre français et étrangers ou entre étrangers seulement, celles qui sont formées entre producteurs ou commerçants vendant directement aux particuliers pour les besoins de leur consommation personnelle et celles qui ont pour objet les denrées alimentaires, l'habillement l'éclairage et le chauffage sont tenues de se soumettre au régime établi par les dispositions qui précèdent sous peine d'une amende de 100 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à six mois ou d'une de ces deux peines seulement dont serait passibles les producteurs et adhé-

rents ainsi que les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour les sociétés faisant partie des réunions ou coalitions.

L'article 5 déclare l'article 463 du Code pénal applicable aux pénalités édictées par la présente loi.

L'article 8 déclare la loi applicable aux réunions et coalitions formées antérieurement. Celles-ci auront un délai d'un mois à dater de la publication du décret déterminant les conditions d'applications de la loi, pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

On peut estimer que le texte dont il s'agit consacre une solution meilleure que celle qui consisterait à rayer purement et simplement l'article 419, ce qui concerne les coalitions de producteurs, car s'il reconnaît la liberté des coalitions, il tend à soumettre efficacement celles-ci au regard et à la surveillance de l'Etat. Il fait disparaître le délit de coalition pourvu que le syndicat se soumette au pouvoir économique de l'Etat. C'est un régime de liberté sagement tempéré.

CONCLUSIONS

Deux points essentiels sont acquis au débat que nous venons d'instituer.

1° Le groupement des forces productives est une forme nécessaire de l'économie présente;

2° L'article 419 du Code pénal est un obstacle à cette organisation.

La conclusion ne peut être que l'opportunité de modifier ce texte de telle manière que la coalition ne soit plus en elle-même un délit.

Cette modification peut se concevoir de deux façons : d'abord il est possible de rayer de l'article 419 les mots, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix. Il sera alors bien évident que la coalition n'est pas assimilée à un moyen frauduleux, d'opérer la hausse ou la baisse. Le délit de quelque auteur qu'il émane individu ou coalition, sera réprimé comme il convient. Mais le fait même de se grouper échappera toujours à la répression. La liberté du syndicat sera seulement tempérée par l'obligation à lui imposée de faire certaines déclarations et de fournir certains renseignements destinés à assurer la surveillance de l'Etat. Il est possible d'autre part qu'on adopte la solution contenue dans l'avant projet de loi que nous avons fait connaître et qu'on déclare les dispositions actuelles de l'article 419 inapplicables seulement aux coalitions qui

auront effectué la déclaration et l'immatriculation. Ce système, qui aboutit également à la suppression en délit de coalition, a l'avantage de soumettre avec plus de certitude les groupements au contrôle de l'Etat.

Nous avons employé à dessein les expressions droit de regard de surveillance de contrôle de l'Etat. C'est qu'en effet le rôle de l'Etat dans l'organisation économique peut être compris plus ou moins largement ? La tendance au monopole d'Etat est très sensible en Allemagne où l'on estime qu'il n'est plus possible de laisser aux individus la liberté d'utiliser sans condition les ressources économiques du pays.

Rathenau dans ses ouvrages « Choses à venir » et « La vie économique nouvelle » se ralliait à cette conception. Il est impossible de prévoir disait-il jusqu'à quel point une répartition scientifique du travail entre les groupes d'industries arriverait à diminuer le coût de la production et à augmenter son intensité. Partout les matériaux sont gaspillés. Si une épidémie de phonographes éclatait, ou s'il prenait fantaisie aux femmes fortunées de se baigner tous les jours dans de l'eau de rose, il se pourrait que l'industrie du fer ne produisit plus que des phonographes ou que les champs où poussaient les céréales furent plantés de rosiers. Il faut fusionner progressivement les industries en une seule et unique entreprise nationale, vaste société par actions qui serait comme un syndicat auquel l'état participerait, recevant une partie des bénéfices. L'organisation économique n'est plus une chose privée, mais affaire de collectivité.

En France, on souhaite au contraire le libre groupe-

ment des industries sous le contrôle et même avec la collaboration, de l'Etat, mais on refuse généralement à celui-ci le rôle d'organisateur économique que certains magnats de la production allemande voudraient lui voir jouer dans leur propre pays.

Quoi qu'il en soit de ces deux conceptions opposées qui seront départagées beaucoup plus par les faits que par les discussions académiques une conclusion positive et immédiate se dégage de notre étude ; la nécessité de la suppression du délit de coalition de producteurs. Cette suppression apparaît à l'heure actuelle, dans l'ordre d'idées où nous sommes, comme le minimum des desiderata de la production.

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES

- Sabatier. — Les syndicats de producteurs et détenteurs de marchandise, 1892.
- Sauzet. — Les embarras de l'Allemagne, 1910.
- Brouilhet. — Essai sur les ententes industrielles et commerciales, 1910.
- Bourguin. — Les systèmes socialistes et l'Évolution économique.
- Fontaine et March. — La concentration des entreprises, 1913.
- Garçon. — Code pénal annoté.
- Girault. — Le Comité des Forges de France.
- Gréau. — Le fer en Lorraine, 1908.
- Hausser. — Les méthodes allemandes d'expansion économique, 1916.
- Huret. — Rhin et Westphalie, 1907.
- Leroy-Beaulieu. — Traité d'économie politique.
- Jessey. — Des crises générales et périodiques de surproduction, 1907.
- Manceron. — La crise universelle de 1907. Thèse 1910.
- Martin-Saint-Léon. — Cartels et trusts, 1913.
- Michal. — Le contrôle économique des exportations. Thèse 1913.

- Obrin.* — Le comptoir métallurgique de Long $\frac{1}{2}$ uy. Thèse 1908.
- Pic.* — Traité de législation industrielle, 1922. Rapport général sur l'industrie française ; sa situation, son avenir ; Deuxième partie, 1919, Publication officielle du ministère du commerce.
- Raffalovitch.* — Les coalitions de producteurs, 1889.
- Souchon.* — Les cartels de l'agriculture en Allemagne, 1903.
- Tchernoff.* — Traité de droit pénal financier, texte 1, 1920.
- Vignes.* — Le bassin de Briey, 1913.

II

ARTICLES DE REVUES

- Aftalion.* — Les cartels dans la région du Nord de la France : « Revue Economique internationale », 1908 et 1911.
- Aupetit.* — La crise américaine : « Revue Economique internationale », 1907.
- Barone.* — Les syndicats dans les problèmes actuels de l'Economie, dans « Revue de Métaphysique et de Morale », 1921.
- Berard.* — Les intérêts allemands : « Revue des Deux-Mondes », 1915.
- Boussac.* — Trust et cartels au lendemain de la guerre : « Réforme économique », 1916.

- Brouilhet*. — Concentration industrielle, dans « Revue des questions politiques », 1904.
- Chrysis*. — Ce que doit être la concentration industrielle après la guerre, dans « Science et Industrie », 1918.
- Domergue*. — La politique des consortiums, dans « Réforme économique », 1918.
- Doucet*. — La politique des consortiums, dans « Le Monde économique », 1918.
- Hauser*. — Modifications à faire subir aux articles 419 et 420 du Code pénal, dans « Travaux préparatoires du Congrès général du génie civil 1918.
- . — Le rôle des cartels et du dumping dans l'exportation allemande, « Bulletin de l'Académie des sciences morales et politiques », 1916.
- Leener (De)*. — La surcapitalisation et les trusts, dans « Revue Economique internationale », 1904.
- Lémonon*. — Les formes actuelles des ententes industrielles, « Bulletin soc. pol. », 1920.
- Lescure*. — L'évolution du cartel dans la grande industrie allemande, « Revue d'Economie politique », 1906.
- Lévy (Raphaël-Georges)*. — Les cartels industriels, « Journal des Economistes », 1903.
- Allefeyre*. — Les ententes entre producteurs et de l'article 419 du Code pénal, dans « Parlement et Opinion », janvier 1917.
- Polier*. — Le régime des consortiums, dans « Europe nouvelle », 1908.
- Pascalis*. — Les trusts et cartels et l'article 419, « Bulle-

tin Chambre de Commerce de Paris », mai 1917.

Pradel. — Les trusts et cartels et l'article 419 du Code pénal, « Rapport à la Chambre de Commerce Lyon », 1918.

Raffalovitch. — Les industries allemandes dans l'économiste français », 1914.

Rist. — L'exportation américaine et les lois sur les trusts, « Revue économique politique », 1919.

Schelle. — Les ententes économiques, « Bulletin de la Société d'économie politique », 1916.

Segogne (De). — Exposé des conclusions de la section juridique de la Commission d'étude du statut légal des ententes et des cartels.

Vu le Doyen, Vu le Président de la Thèse.

H. BERTHELEMY

ALLIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

